

KSENTINI ET L'ÉVENTUELLE RÉOUVERTURE DU DOSSIER DES DISPARUS :

«Ça ne me gêne aucunement»

Le président de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme (CNCPPDH), tient à préciser ses propos quant au caractère «clos» du dossier des disparus.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Farouk Ksentini, qui était hier après-midi, l'invité du forum du quotidien arabophone *El Wassat*, a tenu à nuancer son appréciation à propos du tant sensible dossier des disparus à la faveur de sa probable réouverture consécutive-ment au quitus obtenu des autorités par le Haut Commissaire onusien aux droits de l'homme, en visite dans le pays la semaine dernière.

En affirmant que ledit dossier est clos, il dira s'en tenir scrupuleusement à ce que stipule la Charte portant réconciliation nationale. Et en dehors de cet aspect purement juridique, Ksentini dira prendre acte de l'éventualité évoquée du dossier. «Ça ne me gêne aucunement », quoique, reconnaîtra-t-il, «le contexte de la résurgen-

ce de cette problématique peut susciter bien des soucis de volonté d'ingérence étrangère». Et de préciser nourrir «beaucoup de compassion pour les familles des disparus», façon à lui de se départir de l'étiquette de vouloir «liquider» ce dossier qu'on lui colle.

Le président de la CNCPPDH dira avoir sollicité du premier magistrat du pays, des amendements à ladite charte portant réconciliation nationale à l'effet, dira-t-il, de toucher d'autres franges de la société qui ont pâti de la terrible période du terrorisme. Entre autres, les déportés du Sud, les enfants nés aux maquis.

Tout ce beau monde, selon Ksentini, mérite bien réparation morale au-delà des considérations matérielles par ailleurs fortement légitimes du fait que ces familles



Ksentini préconise de tourner définitivement la page de la décennie rouge.

vivent pour la plupart dans le dénuement total.

Et d'affirmer militer pour un travail de mémoire comme sollicité souvent par ces victimes de la décennie rouge, en préconisant

une journée nationale dédiée aux disparus. Ksentini se dira aussi favorable à des tests ADN pour déterminer l'identité des 3 000 personnes enterrées anonymes pour permettre, selon lui, à leurs

familles de faire leur deuil. «La philosophie de notre action se base sur le souci de ne pas mettre de côté un quelconque aspect de la tragédie nationale» à l'effet, soutiendra-t-il, de tourner définitivement la page de cette dernière et se consacrer à autre chose de beaucoup plus important, soit les problèmes de la jeunesse, du développement et d'industrialisation du pays.

Concernant le secteur de la justice, Ksentini mettra, notamment, le doigt sur le manque de qualification résultat d'une formation au rabais, la détention provisoire, exception sous d'autres cieux et qui a tendance à s'ériger en règle chez nous.

«La justice n'est pas une industrie, mais du sur mesure», affirmera-t-il, rééditant son soutien sans réserve pour le général à la retraite Khaled Nezzar pour le simple fait d'avoir «sauvé la République du péril islamiste».

M. K.

ÉDUCATION

Alliance syndicale des corps communs, ouvriers professionnels et des intendants

Le Syndicat national des corps communs et ouvriers professionnels de l'éducation nationale et celui du personnel d'intendance du même secteur, affilié à l'UGTA, s'allient pour défendre leurs droits socioprofessionnels. Les corps communs, les ouvriers professionnels et les intendants se disent lésés dans leurs droits. Pour s'imposer autour de la table des négociations avec la tutelle, une alliance entre le Syndicat national des corps communs et ouvriers professionnels de l'éducation nationale et le syndicat du personnel d'intendance de l'éducation, affilié à l'UGTA a vu le jour.

Les deux syndicats, qui ont animé conjointement une conférence de presse hier, à Alger, estiment que le ministère de l'Éducation nationale «ne reconnaît pas les minorités». D'où, expliquent-ils, cette initiative d'unir leurs rangs pour défendre les droits socioprofessionnels de ces catégories de «laissés-pour-compte» du personnel de l'éducation nationale. Les syndicats, qui dénoncent la participation des syndicalistes dans les commissions de gestion des œuvres sociales, s'interrogent sur les raisons pour lesquelles les intendants ont été exclus de ces commissions alors que ce sont eux qui gèrent la comptabilité dans les établissements scolaires. Avant de décider d'aller vers des actions de protestation communes, les deux formations syndicales lancent un appel à la tutelle pour ouvrir les portes du dialogue et engager des négociations avec les «vrais représentants» des corps communs, ouvriers professionnels et des intendants afin de prendre en charge les préoccupations de ces catégories. Pour rappel, le Syndicat des corps communs et ouvriers professionnels a déclenché une grève de trois jours la semaine dernière pour demander l'intégration de tous les corps communs et ouvriers professionnels dans le secteur de l'éducation, la révision du statut particulier et du régime indemnitaire, signés, en Conseil des ministres le 7 février 2012 dans le cadre la loi de finances complémentaire, la révision des salaires de base, la généralisation de la prime de rendement à tous les travailleurs et l'abrogation de l'article 87 du code du travail.

Salima Akkouche

PRODUCTION ET IMPORTATION DE CÉRÉALES

Quelles solutions face aux aléas climatiques ?

Les intempéries de l'hiver 2012 ont négativement influé sur les différentes productions agricoles, selon le département de Rachid Benaïssa. Mais est-ce pour autant, se demandent les spécialistes et les experts du secteur, une raison pour recourir à des importations massives et une constitution de stocks au lieu d'aller vers des solutions dans l'immédiat ?

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a organisé, hier, un atelier consacré à l'évaluation de la campagne céréalière 2011/2012, à l'Institut national de la recherche agronomique, à Hassen Badi, à El Harrach.

L'ordre du jour a principalement porté sur l'impact des conditions climatiques sur la conduite des cultures, de la production et de la productivité ainsi que l'amélioration de la productivité par l'irrigation, la prise en charge de l'entretien des cultures (protection et fertilisation), la production

semencière et la mécanisation des cultures céréalières.

Selon le directeur général de l'Institut technique des grandes cultures, qui a animé la rencontre, il est attendu pour cette campagne 2011-2012, une production de 42 600 quintaux. Une production néanmoins, en deçà des attentes, puisque les intempéries qu'a connues le pays, poursuit le DG de l'ITGC, ont perturbé le bon déroulement de la production qui a pourtant bien débuté.

La neige qui est fortement tombée à partir du mois de février a ainsi provoqué la décroissance des cultures et le désherbage ainsi que l'apparition de maladies. Ajoutons à cela, selon toujours le même responsable, les incendies qui ont ravagé les champs céréaliers durant le mois de juin. C'est pour cette raison que le département de l'agriculture a recouru, durant le mois de juillet, à l'importation de 600 000 quintaux de céréales. Pour éviter la mauvaise expérience de la saison 2011/2012,

le département de Rachid Benaïssa compte recourir à l'importation de 3 millions de quintaux de céréales en 2013 ainsi que de 4 autres millions de quintaux en 2014. Mais bon nombre de participants à cette rencontre, approchés par le *Soir d'Algérie*, pensent que d'autres meilleures solutions sont possibles dans l'immédiat plutôt que de recourir à l'importation pour la constitution de stocks.

«Partout dans le monde, des intempéries sont épisodiques chaque année, et les pays producteurs de céréales s'y conforment comme ils peuvent et s'en sortent chaque année. Pour la plupart, ils font même de l'exportation. Car, un pays du sud méditerranéen comme l'Algérie ne peut souffrir de la même ampleur d'intempéries qu'en Europe ou encore en Amérique. Mais c'est que des technologies pas très souvent coûteuses sont encore absentes chez nous», diront quelques spécialistes interrogés sur les lieux.

M. M.

DÉVELOPPEMENT DES TIC EN ALGÉRIE

«L'effet d'annonce» des autorités n'a pas convaincu les experts

Les invités du forum DK News ont mis l'accent, hier, sur le retard important enregistré dans le développement des technologies de l'information et de la communication en Algérie. Pour les experts présents, les autorités en sont encore à l'effet d'annonce.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le Forum de DK News a accueilli, hier, des spécialistes du secteur des technologies de l'information et de la communication qui ont fait le point sur la situation des TIC en Algérie. Ils ont ainsi réagi aux annonces faites mardi dernier par le Premier ministre concernant le domaine des TIC.

Pour les experts, la situation du secteur est alarmante alors que le développement d'Internet au niveau mondial connaît

des évolutions aussi importantes que régulières. Ils compareront ainsi l'évaluation de l'utilisation d'Internet avec notamment les pays voisins et préciseront, de ce fait, que l'Algérie est très loin des normes.

Pour Younès Grar, consultant en technologies de l'information, l'Algérie est classée au bas de la liste pour ce qui est du développement des TIC. «Nous sommes très loin des normes s'agissant de l'accès à Internet. En fait, nous avons

stagné au cours des dernières années, et les responsables en sont toujours à l'effet d'annonce, ils se demandent encore s'il faut opter pour la 3G ou la 4G», a déclaré Younès Grar, notant qu'en 2012, l'Algérie n'avait atteint que 10% de ses objectifs, soit 1,2 million d'abonnés à Internet.

Pour le spécialiste, «il n'y a rien de nouveau dans le lancement de Ousrati de 2008 et celui annoncé pour cette année». Pour sa part, Ali Kahlane, président de l'Association des fournisseurs Internet dira que le programme qui devait s'étaler de 2008 à 2013 n'a pas abouti. «Nous étions pourtant

précurseurs dans le domaine des TIC par rapport aux pays africains notamment, avant qu'il n'y ait une inertie», a déclaré l'intervenant qui soulignera le fait que le projet de création d'un observatoire dans les TIC n'a pas été réalisé.

«De même pour le commerce électronique qui n'a pas été lancé», rappellera Ali Kahlane.

A ce propos, Djamel Tendjaoui, directeur général adjoint au Cerist, notera que les TIC «représentaient un domaine transversal et ne peuvent concerner un seul département ministériel».

F.-Z. B.